

25 vérités sur les manifestations au Venezuela

24 février 2014



Salim LAMRANI

Photo : en matière de propagande, la droite ne connaît pas de limites...

Comme en 2002, l'opposition radicale, incapable de prendre le pouvoir par les urnes, multiplie les actions violentes dans le but de rompre l'ordre constitutionnel.

1. Nicolas Maduro, Président légitime du Venezuela depuis avril 2013, fait face à une opposition puissante, soutenue par les Etats-Unis, qui aspire à reprendre enfin le pouvoir qu'elle a perdu en 1998.
2. Ayant perdu les élections présidentielles d'avril 2013 par une différence de 1,59%, l'opposition a dans un premier rejeté les résultats électoraux pourtant avalisées par les plus importantes institutions internationales, de l'Union européenne à l'Organisation des Etats américains en passant par le Centre Carter, et a exprimé sa colère au cours de violences qui ont coûté la vie à onze militants chavistes.
3. Néanmoins, la faible marge séparant le candidat de l'opposition Henrique Capriles du vainqueur Nicolás Maduro a galvanisé la droite, motivée par la perspective d'une reconquête du pouvoir. Elle a donc fait des élections municipales de décembre 2013 un enjeu stratégique.
4. Contre toute attente, les élections municipales se transforment en plébiscite pour le pouvoir chaviste qui remporte 76% des mairies (256) contre 23% (76) pour la coalition MUD qui a regroupé toute l'opposition.
5. Démoralisée par ce sérieux revers, voyant la perspective d'une reconquête du pouvoir par la voie démocratique une nouvelle fois s'éloigner – les prochaines élections étant les législatives de décembre 2015 –, l'opposition s'est décidée à reproduire le schéma d'avril 2002 qui avait débouché sur un coup d'Etat militaire et médiatique contre le président Hugo Chávez.
6. Dès janvier 2014, le secteur radical de l'opposition est passé à l'action. Leopoldo López, leader du parti *Voluntad Popular*, qui avait déjà participé au coup d'Etat d'avril 2002, a lancé un appel au soulèvement à partir du 2 février 2014 : « Nous voulons aux Vénézuéliens lancer un appel au soulèvement [...]. Nous appelons le peuple vénézuélien à dire 'ça suffit' [...]. A partir de maintenant, nous discuterons d'un objectif : 'La sortie ! Comment sortir de ce désastre' ? ».
7. Le 2 février 2014, lors d'une manifestation, Leopoldo López désigne le pouvoir comme le responsable de tous les maux : « Les pénuries dont nous souffrons aujourd'hui sont le fait d'un coupable. Ce coupable est le pouvoir national ».
8. Le 2 février 2014, Antonio Ledezma, figure de l'opposition et maire de la capitale Caracas, a également lancé un appel au changement : « Cela fait 15 ans que ce régime promet la confrontation. Aujourd'hui commence l'unité dans la rue de tout le Venezuela ».

9. Maria Corina Machado, députée de l'opposition a lancé un appel à mettre fin à la « tyrannie » : « Le peuple du Venezuela a une réponse : 'Rébellion ! Rébellion ! ». Elle a clairement lancé un appel à la rupture de l'ordre constitutionnel : « Certains disent que nous devons attendre les élections dans quelques années. Est-ce que ceux qui n'arrivent pas à alimenter leurs enfants peuvent attendre ? Est-ce que les fonctionnaires, les paysans, les commerçants, à qui on ôte leur droit au travail et à la propriété peuvent attendre ? Le Venezuela ne peut plus attendre ».
10. Le 6 février, suite à une manifestation de l'opposition, un groupe d'une centaine d'étudiants masqués attaque la résidence du gouverneur de l'Etat de Táchira, blessant une dizaine de policiers.
11. La même semaine, plusieurs manifestations de l'opposition se succèdent dans différents Etats et dégénèrent toutes en violences.
12. Le 12 février 2014, une autre manifestation, orchestrée par l'opposition devant le Ministère Public, et composée d'étudiants des universités privées à Caracas organisés en troupes de choc, est d'une violence inouïe, causant trois morts, près d'une centaine de blessés et des destructions considérables.
13. Comme lors du coup d'Etat d'avril 2002, les trois personnes décédées ont toutes été abattues d'une balle dans la tête.
14. Parmi celles-ci, se trouvaient un militant chaviste Juan Montoya et un opposant nommé Basil Alejandro Da Acosta. Selon l'enquête balistique, tous deux ont été exécutés par la même arme.
15. Les jours suivants, les protestataires, officiellement mobilisés « contre la vie chère et l'insécurité », se sont installés sur la Place Altamira, située dans un quartier huppé de Caracas.
16. Depuis plusieurs mois, le Venezuela subit une guerre économique larvée orchestrée par l'opposition qui contrôle encore de larges secteurs, avec l'organisation artificielle de pénuries, d'accaparement de denrées et de produits de première nécessité, et de multiplication des actes spéculatifs.
17. Ainsi, le 5 février 2014, les autorités ont saisi dans l'Etat de Táchira près de mille tonnes de produits alimentaires de première nécessité (riz, sucre, huile, café, etc...) cachés dans des entrepôts. Depuis janvier 2013, plus de 50 000 tonnes d'aliments ont été saisies par les autorités.
18. Le gouvernement bolivarien a décidé d'agir et de punir les accapareurs et spéculateurs. En novembre 2013, la chaîne Daka de produits électroménagers a été saisie par les autorités qui ont décidé de réguler les prix. En effet, l'entreprise surfacturait ses produits avec plus de 1000% de bénéfice, les rendant inaccessibles pour la majorité des Vénézuéliens.
19. Désormais, la marge maximum pour les entreprises ne pourra pas dépasser les 30%.
20. Le Président Nicolás Maduro a dénoncé une tentative de coup d'Etat et a appelé les citoyens à faire front au « fascisme ». « Rien ne nous écartera du chemin de la patrie et de la voie de la démocratie », a-t-il affirmé.
21. Le 17 février 2014, trois diplomates étasuniens en poste à Caracas ont été expulsés du pays en raison de leur implication dans les événements sanglants. Ils s'étaient réunis avec les étudiants des universités privées afin de coordonner les manifestations, selon les autorités vénézuéliennes.
22. Le 18 février 2014, Leopoldo López a été arrêté pour sa responsabilité politique dans les manifestations violentes et présenté à la justice.
23. L'administration Obama a condamné le gouvernement de Caracas pour les violences, sans jamais évoquer la responsabilité de l'opposition qui cherche à réaliser un putsch. Au contraire, le Département d'Etat a exigé la libération immédiate de Leopoldo López, principal instigateur des événements dramatiques qui ont coûté la vie à plusieurs Vénézuéliens.
24. Les médias occidentaux ont occulté les actes de violence des groupuscules armés (métros et édifices publics saccagés, magasins Mercal – où le peuple se fournit en matières premières alimentaires ! – vandalisés, etc.), tout comme le fait que la télévision publique *Venezolana de Televisión* a été attaquée avec des armes à feu.

25. Les médias occidentaux, loin de présenter les événements dramatiques survenus au Venezuela en toute impartialité, ont pris fait et cause pour l'opposition putschiste et contre le gouvernement démocratique et légitime de Nicolás Maduro. Ils n'hésitent pas à manipuler l'opinion en présentant la situation comme un soulèvement populaire massif contre le pouvoir en place, alors que ce dernier bénéficie du soutien de la grande majorité des Vénézuéliens, comme l'illustrent les rassemblements gigantesques en faveur de la Révolution bolivarienne.

Salim Lamrani

Opera Mundi

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis.

Son nouvel ouvrage s'intitule Cuba. Les médias face au défi de l'impartialité (Paris, Editions Estrella, 2013) et comporte une préface d'Eduardo Galeano.

http://www.amazon.fr/Cuba-m%C3%A9dias-face-d%C3%A9fi-l'impartialit%C3%A9/dp/2953128433/ref=sr_1_1?s=books&ie=UTF8&qid=1376731937&sr=1-1

Contact : lamranisalim@yahoo.fr

Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>